



A Genève, des habitants réfléchissent à la ville idéale

AMÉNAGEMENT • *Les associations d'habitants de quartier organisent des assises du logement. Objectif: élaborer des solutions d'urbanisation concrètes.*

SARAH BUDASZ

Mobiliser et remettre les habitants au cœur du débat public sur le logement et l'aménagement du territoire, c'est le but des assises du logement, intitulées «Pensons la ville pour agir» et organisées à la Maison des associations, les 19 et 20 avril, par un collectif d'associations d'habitant-e-s de Genève. Celui-ci regroupe, en plus des associations d'habitants de différents quartiers (Acacias, Jonction, Délices, Pâquis...), le collectif 500, qui s'oppose à l'extension en surface de la gare Cornavin, et le groupe «Genève 500 mètres de ville en plus».

«Notre objectif premier est d'abord d'inciter les habitants à intervenir dans le débat public pour élaborer une vision globale de la ville et du développement urbain, qui s'accompagne nécessairement d'une réflexion critique», annonce Michel Schweri, membre de l'association d'habitant-e-s de la Jonction (AHJ). Au programme, donc, des tables rondes, des débats et ateliers sur les aspects politiques et économiques de la ville, ainsi que sur les outils d'action et de lutte urbaines.

«Nous voulons déconstruire le discours dominant sur ces sujets et élaborer des solutions concrètes et alternatives, dans le respect du principe d'équité territoriale», continue Brigitte Studer, de l'association des habitant-e-s des Pâquis (SURVAP). «La brochure du plan directeur cantonal, par exemple, ne reflète absolument pas les problèmes rencontrés aujourd'hui par les habitants de Genève. Elle parle d'envie d'habiter alors que le logement est plus qu'une envie: un besoin et un droit.»

Impact de la surélévation

Les luttes prioritaires du collectif avaient déjà été annoncées en 2010 par la publication d'un manifeste sous forme d'un «appel à candidature», lors du départ de Mark Muller de la tête du Département de l'urbanisme de l'Etat de Genève. Il s'agit de favoriser l'équité territoriale en luttant de concert contre la surdensification



Ces rencontres veulent remettre les habitants au cœur du débat public sur le logement et l'aménagement du territoire. JPDS

du centre-ville et la sous-densification des communes périurbaines. Le collectif cherche également à lutter contre la spéculation immobilière, responsable des loyers élevés du canton, et réclame un droit au logement ainsi qu'un droit à la ville, garantissant la mixité urbaine et l'accès à tous aux équipements publics.

Une thématique qui revient régulièrement dans leur action est celle des surélévations controversées d'immeubles en centre-ville. Les fameux «immeubles Honegger» du

boulevard Carl-Vogt, dont les habitants s'opposent à la construction de deux étages supplémentaires, en sont un cas emblématique. «Ce n'est pas de l'égoïsme de la part des habitants de la ville, comme on nous le reproche parfois, assure Jean-Pierre Fioux, membre de l'AHJ, la surdensification a un impact négatif certain sur la qualité de vie de tous. C'est déjà en ville qu'on construit le plus alors que des efforts de densification sont clairement à faire dans certaines communes où l'on déclassifie des

parcelles sans ensuite en exploiter les capacités de développement.»

Passer à la vitesse supérieure

Bien qu'elles se mobilisent déjà sur des cas particuliers, les associations d'habitants souhaitent, dans le prolongement des assises de ce week-end, développer des actions plus systématiques. Elles réclament ainsi l'instauration de deux moratoires, le premier sur les surélévations d'immeubles et le second sur la hausse des loyers, particulièrement à la relocation.

«L'organisation des assises est dans la continuité de nos actions précédentes. Mais face au manque de réaction politique, nous cherchons à passer à la vitesse supérieure», explique ainsi Jean-Pierre Fioux. «Il est crucial de mobiliser les habitants pour faire pression sur les partis en cette année électorale.»

«Pensons la ville pour agir», ve 19 avril de 20h à 22h30, sa 20 avril de 13h à 18h, Maison des associations, 15 rue des Savoises. Entrée libre.

DÉBAT À UNI-MAIL

Le logement, ce n'est pas juste un besoin physique, mais aussi une façon de s'inscrire dans la communauté. Dans le cadre du séminaire public du Centre international de philosophie, la chercheuse Marie-Claire Caloz-Tchopp, le responsable de l'Ecole syndicale d'Unia et militant de la Jonction Michel Schweri, Régis Niederoest, de l'association lausannoise des écoquartiers, le syndicaliste Aristides Pedraza et le journaliste André Loersch débattront des interactions entre logement et citoyenneté ce soir dès 18 h 15 à Uni-Mail, salle R150. Une collaboration Unia-université de Genève. BPZ